

Santé et biodiversité : sous l'étendard du One Health Summit, la dangereuse inertie des pouvoirs publics

13 avril 2026

**Tribune d'ONG - Sommet One Health
paru le 5 avril dans LIBERATION**

Organisé à l'initiative du président de la République, dans le cadre de la présidence française du G7, le sommet « One Health » s'ouvre le 5 avril à Lyon. Son ambition est claire : reconnaître que la santé humaine dépend de celle des écosystèmes, et faire de cette approche « [une boussole pour l'élaboration de nos politiques publiques](#) ».

Cette ambition louable se heurte à une réalité alarmante : en France comme en Europe, l'action publique contredit frontalement ces objectifs. Ces dernières années ont été marquées par des scandales sanitaires, le blocage de mesures favorisant une alimentation plus saine et des reculs environnementaux révélant les failles d'un État qui néglige son rôle de protecteur.

Ce rôle est pourtant inscrit au sommet de notre hiérarchie des normes. L'État a le devoir de protéger la santé publique. La Charte de l'environnement de 2004, incluse dans la Constitution, souligne que « *l'avenir et l'existence même de l'humanité sont indissociables de son milieu naturel* » et affirme, là encore, le droit de chacun à vivre dans un environnement respectueux de la santé.

Or, l'écart entre ces obligations et les décisions prises est de plus en plus criant. D'un côté, les alertes s'accumulent : les maladies chroniques et les cancers explosent, nos milieux de vie sont contaminés par des substances chimiques toxiques, les événements climatiques extrêmes se multiplient. De l'autre, les décisions publiques convergent vers un même résultat : retarder, affaiblir ou

détruire les mesures de protection et les agences publiques associées, telles que Santé Publique France et l'Office Français de la Biodiversité.

Cette mécanique est d'abord liée à l'influence des intérêts économiques les plus puissants sur la décision politique. La loi Duplomb en est un cas d'école. Soutenue par les lobbies agro-industriels, promulguée en dépit des études scientifiques et malgré la mobilisation citoyenne inédite de l'été dernier, elle favorise des modèles insoutenables en accroissant la pression sur la ressource en eau et en levant les limites à l'extension des élevages intensifs.

Le même mépris de l'intérêt général transparaît à l'échelle de l'UE dans la série d'offensives visant à démanteler les normes sanitaires et environnementales, que le gouvernement français accompagne, voire encourage. Sous couvert de « simplification », les projets de lois « omnibus », portés par une coalition entre droite libérale, droite conservatrice et extrême-droite, détricotent depuis 2024 des réglementations que les majorités précédentes ont mis des années à construire, comme celle sur le devoir de vigilance, qui rendait enfin redevables les multinationales et qui n'a même pas eu le temps de produire ses effets. L'Omnibus X actuellement porté par la Commission européenne en est une autre illustration : affaiblissant l'évaluation des pesticides, il fait primer les intérêts industriels de court terme sur la santé publique.

Mais cette responsabilité ne se limite pas à des arbitrages législatifs. Elle engage parfois aussi la transparence de l'État, comme dans l'affaire Nestlé Waters : informé dès 2021 de fraudes liées à la production d'eaux minérales et à leur contamination, l'exécutif a omis d'alerter les autorités compétentes. La commission d'enquête sénatoriale a conclu à une dissimulation de l'État et une enquête judiciaire est en cours. Un tel manquement alimente les soupçons de collusion entre l'exécutif et les grands groupes et fragilise la confiance dans nos institutions.

Au lieu de protéger la population et d'accélérer la transition agroécologique, seule à même de garantir stabilité et sécurité pour les décennies à venir, le gouvernement poursuit des politiques qui ne bénéficient qu'à une poignée d'acteurs économiques, au détriment de l'intérêt général. La stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC), dont la publication a été freinée par Matignon durant plus de deux ans, est un symptôme de ce statu quo. Alors que les scientifiques affirment qu'il est impératif pour la santé humaine

et/ou celle des écosystèmes que nous réduisons notre consommation de viande, de poisson et de produits ultra-transformés, la SNANC ne fixe ni objectifs chiffrés, ni cap assez ferme pour orienter cette transition alimentaire. Dans le même temps, les autorités ne proposent aucune réponse à la hauteur face aux contaminations de notre alimentation, que ce soit aux résidus de pesticides, aux PFAS ou à des métaux lourds comme le mercure ou le cadmium.

Nous en sommes arrivés à un tel degré de déni que lorsque des mesures de protection sont enfin proposées, elles sont combattues pied à pied dans l'arène politique. En février 2026, une loi visant à protéger les 1100 captages d'eau potable les plus vulnérables aux pesticides a été mise à l'examen à l'Assemblée : elle a aussitôt fait face à une obstruction en règle du Rassemblement national et des Républicains, tandis que le gouvernement s'activait pour la vider de sa substance. Ce refus de traiter le problème va à l'encontre des recommandations du Haut-Commissariat à la Stratégie et au Plan - et ce, dans un contexte où 14 300 captages sur 32 900 ont été fermés depuis 1980, dont un tiers en raison de la pollution aux pesticides et aux nitrates.

Ainsi se dessine une logique systémique : à Bruxelles comme à Paris, les coalitions entre la droite libérale, la droite conservatrice et l'extrême-droite affaiblissent nos normes sous l'influence des lobbies et s'accommodent d'une inertie dangereuse face aux alertes des scientifiques.

À un an des présidentielles, l'approche « Une seule santé » ne peut plus être un étendard diplomatique et, dans le même temps, un angle mort des politiques publiques. Les décideurs politiques doivent faire de cet objectif une ligne directrice contraignante, en fondant leurs décisions sur la science et en résistant aux pressions qui mettent à mal notre droit à un environnement sain. Faute de quoi, ils aggraveront leur lourde responsabilité dans les crises hélas parfaitement prédictibles que nous connaissons demain, fragilisant d'autant notre démocratie.

Signatures de représentant.e.s d'organisations de la société civile, de la recherche, organismes publics ou de l'ESS :

- Laure Ducos, Directrice des campagnes de BLOOM
- Nadine Lauverjat, Déléguée générale de Générations Futures
- Jérémie Suissa, Délégué général de Notre Affaire à Tous
- Martin Rieussec-Fournier, Président Mutuelles pour la santé planétaire

- Karine Jacquemart, Directrice générale de foodwatch France
- Pauline Bricault, Responsable de la campagne mercure chez BLOOM
- Gilliane Le Gallic, Présidente de Alofa Tuvalu
- Emmanuelle Huet-Mignaton, Présidente de l'AMAVEA
- John Philipot, Président de l'Association Nationale de Protection des eaux et Rivières - "Truite, Ombre, Saumon"
- Bertrand Isidor, Généticien au CHU de Nantes
- Estéban Caprais, Co-président de Déclic Collectif
- Dr Anne-Marie Begue-Simon, Ex-expert judiciaire honoraire et maître de conférences (Santé Publique RENNES I), Administrateur Sciences Citoyennes
- Alain Payan, Président mutuelle Tutélaire
- Antoine Tirot, Responsable secteur Économie/Consommation/Environnement à la Confédération Syndicale des Familles (La CSF)
- Camille Dorioz, Directeur des campagnes de foodwatch France
- Philippe Piard et Dominique Masset, Co-présidents de Secrets Toxiques
- Noelle Dhorne et Armand Honorat, Co-présidents d'Arthropologia
- Julie Vanhille, Secrétaire Générale de l'ADEIC (Association de Défense d'Éducation et d'Information des Consommateurs).
- Luce Gramond et Hugo Cartalas, Cofondateurs de Greenlobby
- Marion Enzer, Directrice générale de Fermes d'Avenir
- Emmanuel Cochon, Délégué général du CFSI - Comité Français pour la Solidarité Internationale
- Marie Gabrielle Domizi, Présidente de l'ONAV (Observatoire National des Alimentations Végétales)
- Franck Schrafstetter, Président de Code animal
- Vanina Gisbert, Co-fondatrice de L'école comestible
- Véronique Moreira, Présidente du WECF (Women Engage for a Common Future)
- Françoise Vernet, Présidente d'honneur de Terre & Humanisme
- Julien Lucy, Directeur de Bio Consom'acteurs
- Lorana Vincent, Déléguée générale VRAC France
- Levesque Robert, Président d'AGTER
- Virginie Amieux, Présidente du CCFD-TERRE SOLIDAIRE
- Christian Khalifa, Président d'INDECOSA CGT
- Olivier Chaloché et Loïc Madeline, Co-présidents de la FNAB (Fédération

nationale d'agriculture biologique)

- Zoé Pélegry, Porte-parole d'ANV-COP21
- Franzeska Bindé, Porte-parole d'Alternatiba
- Melvin Josse, Directeur général de Convergence Animaux Politique
- Hans van Scharen, Chercheur au Corporate Europe Observatory (CEO)
- Morgane Créach, Directrice générale du Réseau Action Climat
- Karine Clément, Présidente de l'Association Française d'Etude et de Recherche sur L'obésité (AFERO)
- Emilie Orliange, Présidente de l'Association de l'Alimentation Durable
- Mathieu Nollet, Président de l'AVF (Association Végétarienne de France)
- Bérengère Batiot, Directrice des partenariats CoopCircuits - Open Food Network
- Chloé Liboureau, Présidente du RESES (Réseau Etudiant pour une Société Ecologique et Solidaire)
- Tania Pacheff, Porte-parole de Cantine sans plastique France
- Bastien Faure, Directeur de Zero Waste France
- Eric Svoboda, Président de la Mutuelle MEP
- Karin Flick et Laurent Misandeau, Co-présidents nationaux du CMR - Chrétiens dans le monde rural
- Maryvonne Hourmant, Néphrologue et Coordinatrice du groupe Néphrologie verte de la Société Francophone de Néphrologie Dialyse Transplantation
- Nicolas Pomiès, Vice-président de Mutuale, la Solidarité Mutualiste
- Daniel Zervudacki, Administrateur mutuelle MEP et Mutuelles pour la santé planétaire
- Patrick Bertrand, Directeur exécutif d'Action Santé Mondiale
- Eric Adachowsky, Président de la CLCV (Consommation, Logement, Cadre de vie)
- Carole Moreira, Présidente de la Mutuelle SMH
- Gérard Bapt, médecin conseil de l'Association Française des Malades de la Thyroïde
- Fleur Breteau, porte-parole du collectif Cancer Colère
- Rémy Charpy, Président de la Mutuelle de France Alpes du Sud
- Samanta Vergati, Fondatrice et Directrice générale d'Altrimenti
- Christine Seguin, Administratrice de la Mutuelle MEP
- Nathalie Mayance, Présidente chez Macif Santé Prévoyance
- Martin Dermine, Directeur exécutif du Pesticide Action Network (PAN)

Europe

- Yves Pellicier, Vice-président à la transition écologique d'ESS France
- Eric John, Président de la Fédération Terre de Liens
- Jacqueline Collard, Présidente de Santé Environnement Auvergne Rhône-Alpes
- Olivier Ledouble, Secrétaire général du syndicat national CGT Environnement
- Félix Deléage pour le Mouvement Agrimentaire pour Demain, mouvement jeune pour l'agroécologie et l'alimentation durable.
- Martine Le Friant, Présidente du Groupement d'Intérêt Scientifique sur les Cancers d'Origine Professionnelle et Environnementale dans le Vaucluse (GISCOPE 84).